

Au Journal officiel du 10 au 16 décembre 2016

Au Journal officiel du 10 au 16 décembre 2016

19/12/2016

Au Journal officiel du 10 au 16 décembre 2016

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 10 décembre 2016 :

- Loi organique n° 2016-1690 du 9 décembre 2016 relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte – *Modification de la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011 ;*
- Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique – *Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières - Modification de nombreux codes et textes non codifiés ;*
- Arrêté du 25 novembre 2016 fixant les conditions et les modalités de modulation des vérifications effectuées dans le cadre de la procédure de certification, pris en application de l'article R. 225 du Code de procédure pénale – *Modification du Code de procédure pénale ;*
- Arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux grandeurs physiques que représentent les valeurs limites d'exposition professionnelle et les valeurs déclenchant l'action décrivant l'exposition à des champs électromagnétiques en milieu de travail – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 ;*
- Arrêté du 7 décembre 2016 fixant un objectif pluriannuel de diminution de la moyenne annuelle des concentrations journalières de particules atmosphériques.

Au JO du 11 décembre 2016 :

- Arrêté du 30 novembre 2016 fixant les données de la déclaration sociale nominative adressées aux administrations et organismes compétents – *Abrogation de plusieurs textes non codifiés ;*
- Arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes - *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 ;*
- Arrêté du 5 décembre 2016 fixant le référentiel d'évaluation multidimensionnelle de la situation et des besoins des personnes âgées et de leurs proches aidants, prévu par l'article L. 232-6 du Code de l'action sociale et des familles.

Au JO du 13 décembre 2016 :

- Arrêté du 5 décembre 2016 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2017.

Au JO du 14 décembre 2016 :

- Décret n° 2016-1696 du 12 décembre 2016 relatif au contrôle des juridictions financières sur les établissements sociaux et médicaux-sociaux et les établissements de santé de droit privé – *Modification du Code des juridictions financières* ;
- Décret n° 2016-1708 du 12 décembre 2016 modifiant le décret n° 2016-1139 du 22 août 2016 complétant les dispositions relatives à la fabrication, à la présentation, à la vente et à l'usage des produits du tabac, des produits du vapotage et des produits à fumer à base de plantes autres que le tabac – *Modification du Code de la santé publique et du décret n° 2016-1139 du 22 août 2016* ;
- Arrêté du 12 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 22 août 2016 relatif aux produits du tabac, du vapotage, et à fumer à base de plantes autres que le tabac ainsi qu'au papier à rouler les cigarettes – *Modification de l'arrêté du 22 août 2016* ;
- Décret n° 2016-1709 du 12 décembre 2016 relatif au stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple ou sexistes et au stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels – *Modification du Code pénal et du Code de procédure pénale* ;
- Décret n° 2016-1710 du 12 décembre 2016 fixant le nombre des conseillers d'État en service extraordinaire – *Modification du Code des juridictions administratives* ;
- Décret n° 2016-1713 du 12 décembre 2016 relatif aux associations d'information sur le logement – *Modification du Code de la construction et de l'habitation*.

Au JO du 15 décembre 2016 :

- Arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017* ;
- Décret n° 2016-1715 du 13 décembre 2016 relatif aux conditions de fonctionnement des unions mentionnées à l'article L. 111-4-3 du Code de la mutualité – *Modification du Code de la mutualité* ;
- Arrêté du 13 décembre 2016 fixant les modalités du dépistage des substances témoignant de l'usage de stupéfiants, et des analyses et examens prévus par le code de la route et abrogeant l'arrêté du 5 septembre 2001 modifié fixant les modalités du dépistage des substances témoignant de l'usage de stupéfiants, et des analyses et examens prévus par le Code de la route ;
- Décret n° 2016-1720 du 14 décembre 2016 relatif au conseil de l'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation – *Abrogation de l'ordonnance de 10 septembre 1817 et du décret n° 2002-76 du 11 janvier 2002* ;

- Décret n° 2016-1721 du 13 décembre 2016 fixant les critères de prise en charge par les organismes paritaires collecteurs agréés des dépenses des établissements privés à but non lucratif habilités à recevoir des boursiers nationaux ou reconnus par l'État – *Modification du Code du travail* ;
- Arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant.

Au JO du 16 décembre 2016 :

- Ordonnance n° 2016-1725 du 15 décembre 2016 relative aux réseaux fermés de distribution – *Modification du Code l'énergie* ;
- Décret n° 2016-1726 du 14 décembre 2016 relatif à la mise en service, aux contrôles et aux sanctions applicables à certaines installations de production d'électricité – *Modification du Code de l'énergie, du décret n° 2016-682 du 27 mai 2016 et du décret n° 2016-691 du 28 mai 2016* ;
- Décret n° 2016-1728 du 15 décembre 2016 relatif aux autorisations d'exploitation commerciale – *Modification du Code de commerce* ;
- Arrêté du 13 décembre 2016 fixant les modalités d'application du décret n° 2016-1483 du 2 novembre 2016 relatif à l'autorisation de sortie du territoire d'un mineur non accompagné par un titulaire de l'autorité parentale – *Texte d'application du décret n° 2016-1483 du 2 novembre 2016* ;
- Décret n° 2016-1738 du 14 décembre 2016 relatif à des dispenses de recours à un architecte – *Modification du Code de l'urbanisme et du décret n° 77-190 du 3 mars 1977* ;
- Délibération n° 2016/CA/17 du 24 novembre 2016 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée.

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA